

**SCIENCES PO**

**L'EVOLUTION DE L'OPINION PUBLIQUE BULGARE  
DEPUIS LE DEBUT DES ANNEES 2000**

**Denitza Petrov**

Sciences Po Dijon

L'adhésion de la Bulgarie à l'Union Européenne le 1<sup>er</sup> Janvier 2007 a été catégoriquement soutenue par l'opinion publique qui y fonde l'espoir d'un meilleur avenir après une transition longue et difficile. Cette date est historique car elle marque aux yeux des Bulgares la rupture totale avec le passé communiste.

L'opinion publique, représentant un ensemble d'attitudes d'esprit et d'opinions dominantes dans la société à l'égard de problèmes généraux, collectifs et actuels sur des sujets politiques, moraux, philosophiques, religieux, etc., a véritablement commencé à gagner du poids après la chute du régime communiste en 1989. Des sondages d'opinion n'avaient pas été publiés dans le pays auparavant et c'est au début des années '90 que l'opinion publique faisant objet d'études sérieuses a acquis un rôle réel sur la scène politique.

De nos jours, les principaux instituts de sondage en Bulgarie sont l'Institut national d'étude de l'opinion publique (NCIOM) auprès du Parlement ainsi que plusieurs instituts privés comme Alpha Research, MBMD, Mediana, ou encore AFIS. Les attitudes des Bulgares sont également enregistrées par les sondages Eurobaromètre de la Commission européenne dont le correspondant est la filiale bulgare de Gallup. Les sujets de la criminalité et la corruption sont essentiellement mesurés par l'institut Vitocha Rerearch spécialisé dans ces domaines et dont les sondages sont analysés par le Centre d'étude de la démocratie (CSD). Au sujet de l'état de la société civile il faut noter l'importance des analyses du Centre de stratégies libérales bulgare qui travaille avec la Freedom House, ONG américaine visant à promouvoir la liberté dans le domaine politique et économique.

Tous ces instituts témoignent du poids réel que l'opinion publique a acquis durant les dernières années et plus particulièrement depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, et ce pour différentes raisons. L'année 2001 est importante au plan politique. Elle marque la fin d'une tendance de l'opinion publique bulgare dans son choix des dirigeants politiques. Tout le long des années '90 les électeurs optaient tantôt pour la gauche ex-communiste, tantôt pour la droite anti-communiste, le rejet du pouvoir en place se manifestant par l'oscillation permanente entre les deux forces à la tête du pays. L'année 2001, avec l'arrivée du l'ex-tsar Siméon II sur la scène politique, marque une nouvelle attitude de l'opinion publique, qui désormais désintéressée par les partis qui cherche le changement dans une figure se situant au dessus de ceux-ci.

La perception de la situation économique à partir de 2001 est également importante. Si dans la fin des années '90, l'opinion publique avait un regard négatif sur la réalité socio-économique, cette attitude était parfaitement explicable par le poids de la crise économique désastreuse qu'avait traversée le pays. Le début du 21<sup>e</sup> siècle marque une stabilisation indéniable des facteurs macroéconomiques qui devrait commencer à avoir des répercussions sur le niveau de vie de la population. Dans ce contexte, la vision de l'opinion publique sur la réalité économique est importante.

Cependant, le jugement de la réalité politique, économique et sociale pendant cette période compte surtout à cause du rapprochement de la Bulgarie aux structures euro-atlantiques. Le pays adhère à l'OTAN en 2004 tandis que le processus d'intégration à l'UE dure jusqu'en 2007. L'attitude de l'opinion publique envers ces structures internationales est marquée par l'espoir du renouveau. Il convient ainsi de s'interroger : *Comment l'opinion publique perçoit-elle la réalité économique, sociale et politique du pays née du processus d'intégration à l'Union européenne? Quelle est sa vision des perspectives liées à l'adhésion aux structures euro-atlantiques ?*

Pour répondre à cette question, nous allons dans un premier temps analyser le sentiment de pessimisme qu'éprouve l'opinion publique envers la situation économique et sociale du pays dont elle n'aperçoit que peu les améliorations. Nous allons ensuite nous focaliser sur son désengagement envers la vie politique qui est né de cette déception de la réalité, pour terminer avec l'espoir et l'enthousiasme avec lesquels l'opinion publique bulgare perçoit l'idée de l'intégration du pays dans les structures euro-atlantiques.

\* \* \*

## I. **Le pessimisme et la déception de la réalité économique et sociale ...**

La fatigue et la déception profonde liées aux années difficiles de transition s'illustre par l'importance qu'accorde l'opinion publique aux facteurs défallants de la réalité économique et sociale du pays. Malgré la stabilisation des facteurs macroéconomiques et des indices de niveau de vie, l'opinion publique perçoit encore le poids de la pauvreté et du chômage. Elle dénonce également la criminalité et la corruption et recherche la solution miracle à ses problèmes dans la « main forte ».

### A. Le poids de la pauvreté et du chômage

Les Bulgares identifient le chômage, l'état de l'économie, les prix élevés et l'inflation comme les principaux problèmes devant le pays dans tous les sondages effectués depuis 2000 par le Centre national d'étude de l'opinion publique (NCIOM). Ce sont ces préoccupations de la vie quotidienne qui s'imposent nécessairement dans un pays où un tiers des ménages vit au-dessous du seuil de la pauvreté.

La perception de cette pauvreté est accompagnée dans le cas de la Bulgarie d'un sentiment d'humiliation car la transition vers l'économie de marché a été marquée par une perte de statut social pour une grande partie des Bulgares. Des gens avec un métier prestigieux : ingénieurs, chercheurs, enseignants, restés au chômage étaient obligés de se reconverter en vendeurs de légumes, chauffeurs de taxi ou femmes de ménage pour gagner leur vie. Ainsi 45% des interrogés en avril 2004 par le NCIOM estiment que c'est l'humiliation qui compte plus que les privations.

Cette vision de la pauvreté comme un facteur de la chute sociale, peut expliquer le pessimisme de la population qui malgré l'amélioration des facteurs mesurant la pauvreté déclare vivre mal. L'Institut Mediana note que le taux de pauvreté extrême s'est réduit de 14% en 1999 à 4% en 2005 et qu'en cinq ans la classe moyenne a augmenté de 6% à 19%. Mediana a enquêté également sur la propriété des ménages et sur leurs loisirs pour prouver que les Bulgares vivent mieux qu'ils ne le déclarent. Un décalage entre la croissance macroéconomique et la perception des gens du niveau de vie est constaté aussi par l'institut Alpha Research Toutefois le pourcentage de ceux qui déclarent que la situation financière de leur ménage « devient toujours pire » a diminué : il est passé de 66% en décembre 2000 à 36% en décembre 2004. Le politologue Kolio Kolev explique ce pessimisme par un réflexe d'égalitarisme hérité des temps communistes. « *Ainsi quelqu'un*

*qui s'est doté d'une voiture d'occasion, alors qu'il n'en avait pas du tout aux temps communistes, a tendance à se plaindre car il est jaloux du voisin qui conduit une 4x4 ».*

Un autre héritage des temps communistes est l'attente exagérée de l'opinion publique à l'égard de l'Etat pour l'amélioration du niveau de vie. Cela apparaît clairement dans un sondage de mars 2002 effectué par le NCIOM : 89% des interrogés estiment que « quand l'économie va mal, l'Etat doit faire en sorte que la population ne ressente pas les grandes difficultés ». En mars 2006, 95,4% estiment que l'Etat doit soutenir la famille au cours des premières années après le mariage. Pouvant s'expliquer également par le legs communiste, une telle intervention de l'Etat est exigée même par les milieux d'affaires. Interrogés par Alpha Research en juin 2005, 85% pensent que l'Etat doit privilégier les compagnies bulgares lors des marchés publics, au détriment des candidats étrangers, seulement 6% ne partagent pas cette position.

Malgré la peur de la pauvreté et du chômage qui accompagnent la restructuration de l'économie, les Bulgares sont « conscients que les réformes sont inévitables et indispensables », indique le NCIOM. Ces réformes avaient en effet trop longtemps été reportées en Bulgarie pour conduire à une crise sans précédent en 1996-97. En février 2001, 52,2% des interrogés déclaraient que les réformes commencées par le gouvernement conservateur d'Ivan Kostov dont le mandat expirait, devaient être continuées, seulement 24,2% demandaient leur arrêt. Comme résultat des réformes, l'opinion reconnaît toutefois une certaine stabilisation macroéconomique qui résulte en une baisse du chômage : si en mars 2000 79,9% étaient préoccupés par le chômage, leur taux est réduit à 38% en janvier 2004.

A l'approche de l'adhésion à l'UE, la vision de l'opinion publique semble évoluer. Une hausse de la satisfaction de l'état économique du pays (de 10% à 18%) et du niveau d'emploi (de 6% à 12) est enregistrée entre deux sondages Eurobaromètre du printemps et de l'automne 2006. Toutefois ce taux demeure bas, il est comparable à celui de la Roumanie, mais il est inférieur à la moyenne de l'UE de plus de 28 points. L'état de l'économie, le chômage et l'inflation demeurent, selon l'opinion publique, les principaux problèmes en Bulgarie comme le montre la figure 1.

Фиг. 16 Най-важните проблеми, пред които е изправена страната

Selon vous quels sont les deux problèmes principaux que rencontre le pays?

B.28 Според вас кои са двата най-важни проблема, пред които е изправена страната ви в момента?

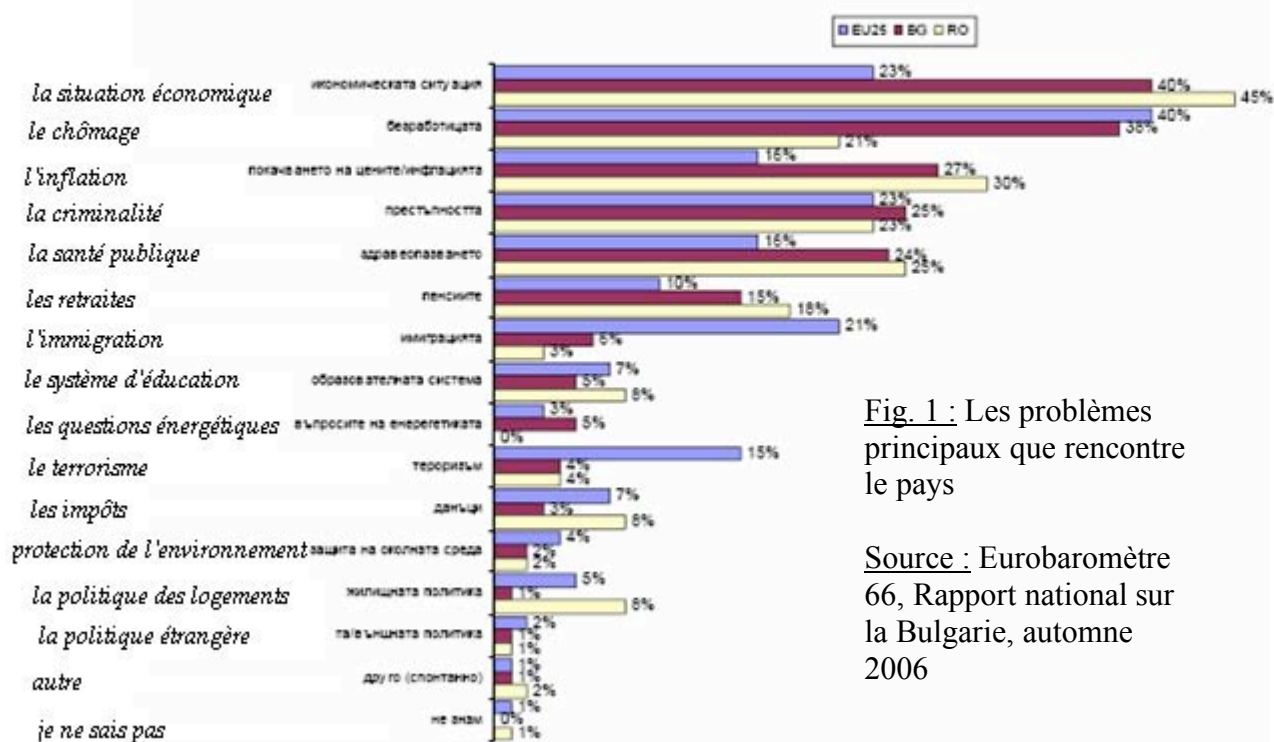


Fig. 1 : Les problèmes principaux que rencontre le pays

Source : Eurobaromètre 66, Rapport national sur la Bulgarie, automne 2006

L'adhésion imminente à l'UE est toutefois un facteur d'optimisme d'une solution des problèmes économiques, les Bulgares étant persuadés que les règles imposées au sein de l'Union et la puissance des économies européennes feront avancer leur pays. Sept Bulgares sur dix (69%, soit 13 points de plus par rapport à la moyenne de l'UE) sont convaincus que l'entrée dans l'UE aura un effet positif sur l'économie de leur pays. 63% des Bulgares et 66% des Roumains pensent que l'appartenance à l'UE améliorera leur niveau de vie, alors que la moyenne de l'UE 25 se chiffre à 52%. En effet, ces nouveaux membres les plus pauvres du « Club des riches » estiment qu'ils n'ont rien à perdre et que leur vie ne peut que s'améliorer. Cet optimisme du progrès économique lié à l'adhésion peut être illustré par le sondage de l'institut Afis effectué dans les premiers jours après l'entrée dans l'UE, 43,4% des Bulgares espèrent devenir plus riches et 39,5%, notamment les personnes âgés ou de faible qualification, s'attendent à s'appauvrir. 54,8% comptent avoir un emploi sûr, et seulement 14,8% craignent le chômage.

Si la pauvreté et le chômage sont donc parmi les premières préoccupations des Bulgares avec l'adhésion à l'UE, les plus optimistes semblent leur accorder moins d'importance. Cependant à ces problèmes de la réalité socio-économique du pays s'ajoute également la corruption qui semble accompagner en Bulgarie la vie quotidienne de la population.

B. Inquiétude de la corruption qui entrave le développement économique

La corruption est «constamment perçue comme un des problèmes les plus sérieux en Bulgarie post-communiste », note un rapport du Center for the Study of Democracy. Si depuis 1998 la corruption occupait la 4<sup>e</sup>-5<sup>e</sup> place parmi les principaux problèmes des Bulgares, elle est montée en 3<sup>e</sup> position en 2004 à la suite de la baisse du chômage et de la pauvreté comme le montre la figure 2.

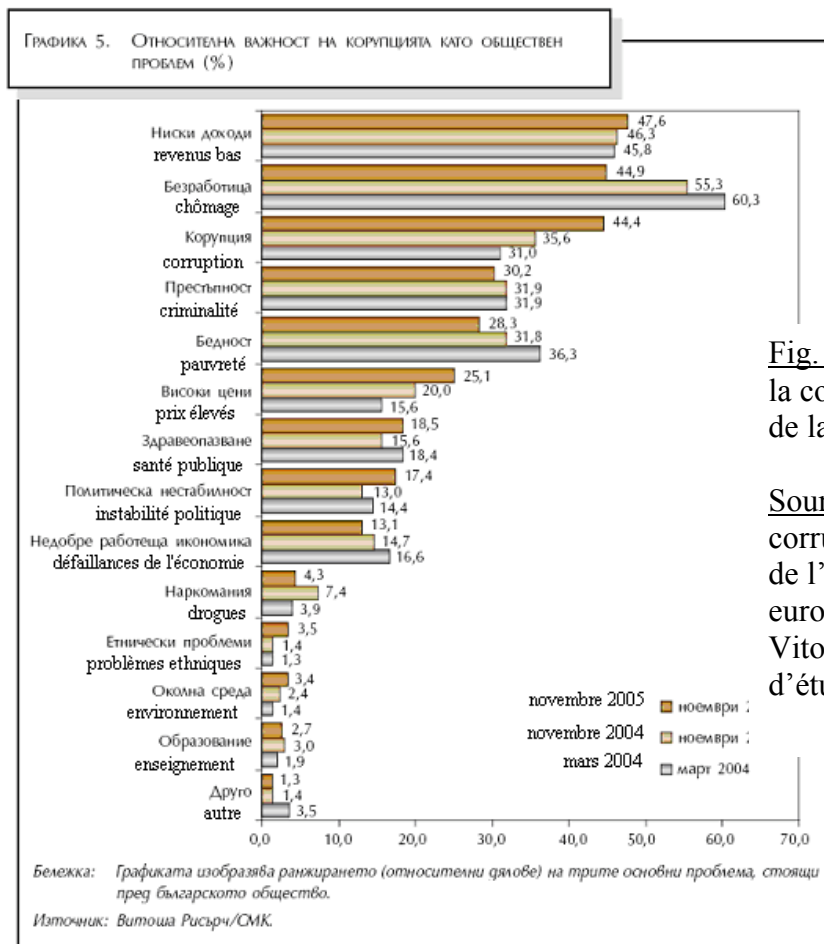


Fig. 2 : Importance relative de la corruption comme problème de la société

Source : « Les réformes anti-corruption en Bulgarie au seuil de l'adhésion à l'Union européenne », sondage de Vitosha Research pour le Centre d'étude de la démocratie

De plus, l'opinion publique y est devenue plus sensible suite aux rapports critiques de la Commission européenne et de révélations de cas concrets dans les médias. « Les Bulgares sont moins enclins à justifier la corruption et deviennent moins tolérants à l'égard de la pratique d'un pot-de-vin à l'administration pour accélérer les procédures bureaucratiques », indique le rapport du CSD.

Le rythme de la lutte contre la corruption ne satisfait pas l'opinion publique En raison de cette impatience la perception du niveau de corruption est exagérée, constate le CSD. Les analystes ont comparé le taux de réponses de ceux qui ont effectivement subi une pression à donner un pot-de-vin (victimization survey) et le taux de ceux qui évoquent l'existence de corruption. « Même si le niveau de victimisation en 2005 est de deux fois

inférieur par rapport à 1998 », comme nous pouvons le voir sur la figure 3, « la perception du niveau de corruption dans la société n'a pratiquement pas changé », commente le CSD. Cela s'explique par le fait que « la perception de corruption reflète l'attitude morale des interrogés » à l'égard de ce phénomène.

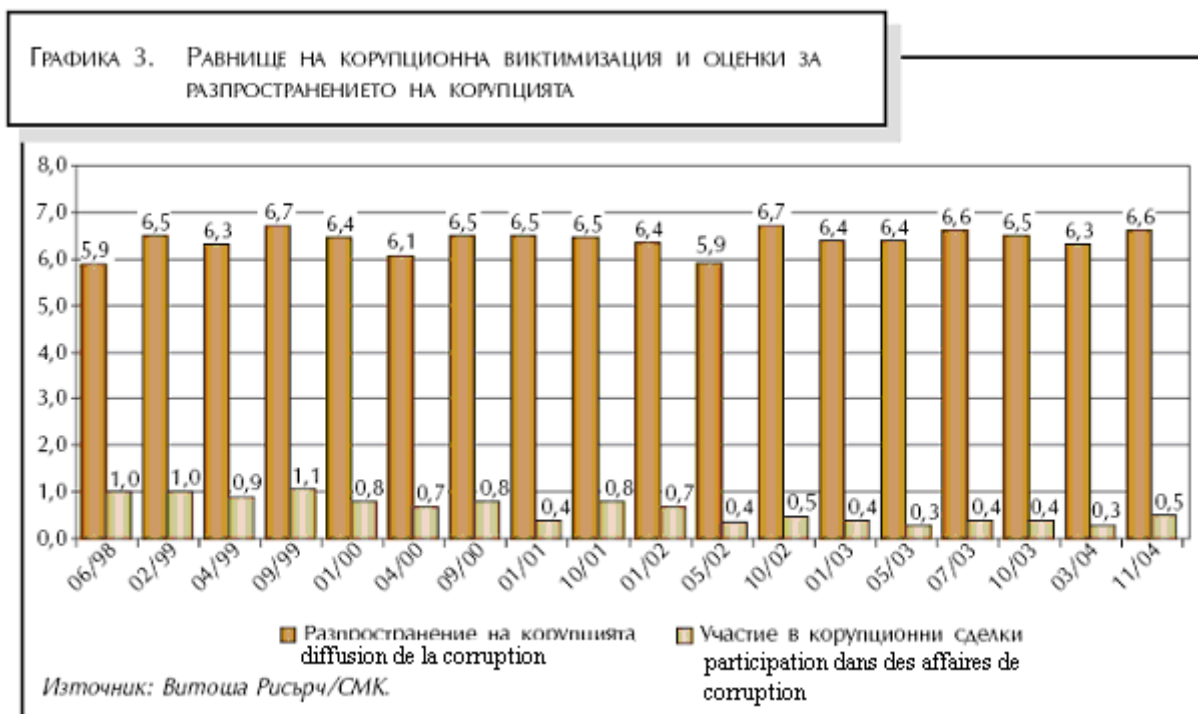


Fig. 3 : Taux de « corruptionnal victimization » et perception de la diffusion de la corruption

Source : « Les réformes anti-corruption en Bulgarie au seuil de l'adhésion à l'Union européenne », sondage de Vitosha Research pour le Centre d'étude de la démocratie

Ainsi « l'opinion selon laquelle la corruption est largement répandue dans tous les domaines et à tous les niveaux de l'appareil d'Etat et des groupes professionnels, prédomine en Bulgarie », note le CSD.

C'est pourquoi les résultats des mesures visant à réduire la corruption dans le système judiciaire sont passés presque inaperçus, selon le rapport. Dans les sondages de Vitosha Research en octobre 2002 comme en novembre 2005, les Bulgares pensent toujours que les douaniers sont la catégorie professionnelle la plus corrompue, suivis des juges, des procureurs et des policiers. Les hommes politiques, les députés, les ministres et les employés du fisc ont une réputation de corrompus dont le niveau ne correspond pas aux données recueillies par les chercheurs. Ce décalage révèle une désapprobation de l'inefficacité des organes de l'Etat et de la justice à l'égard de hauts responsables impliqués dans des scandales de corruption révélés par les médias, estiment les analystes du CSD.

De nombreuses études de l'opinion publique montrent que la corruption est largement considérée comme un obstacle pour le développement économique du pays. Dans les milieux d'affaires la perception de corruption «demeure relativement stable, ce qui s'explique par *« une opinion largement répandue selon laquelle les paiements non officiels sont un moyen efficace pour résoudre des problèmes »*. Dans le dernier sondage sur la corruption effectué en juillet-septembre 2006 par Gallup sur demande de Transparency International, 63% continuent à croire que la corruption détériore le climat des affaires, repousse les investisseurs et entrave le développement économique du pays. A peine 13% estiment que la lutte contre la corruption est efficace, 51% la trouvent inefficace et 12% pensent même que le gouvernement encourage la corruption. L'institut NCIOM avait saisi dans un sondage de novembre 2002 une opinion largement partagée sur la place importante de la criminalité et la corruption dans l'économie du marché en Bulgarie. 50,4% estimaient qu'il n'est pas possible d'atteindre un niveau de vie élevé par des moyens honnêtes, à peine 31,4% y croyaient. *« On sous-entend que les nouveaux riches ont forcément eu recours à des moyens illicites »*, commente la présidente du NCIOM Lidia Yordanova. Selon un sondage d'Alpha Research de juin 2005, 73% des Bulgares souhaitent un réexamen des grands contrats de privatisation pour annuler ceux qui n'ont pas pris compte des intérêts de l'Etat.

Ainsi avec le rapprochement de l'adhésion à l'UE, les Bulgares sont de plus en plus fortement préoccupés par la corruption et la lient souvent à un autre problème sérieux de la société auquel ils exigent une solution : la criminalité.

C. La peur de la criminalité et l'attente d'une « main forte »

Un Bulgare sur quatre est préoccupé par le niveau de criminalité, selon le dernier sondage Eurobaromètre de la Commission européenne publié en décembre.

Фиг. 19 Престъпността като най-важен проблем

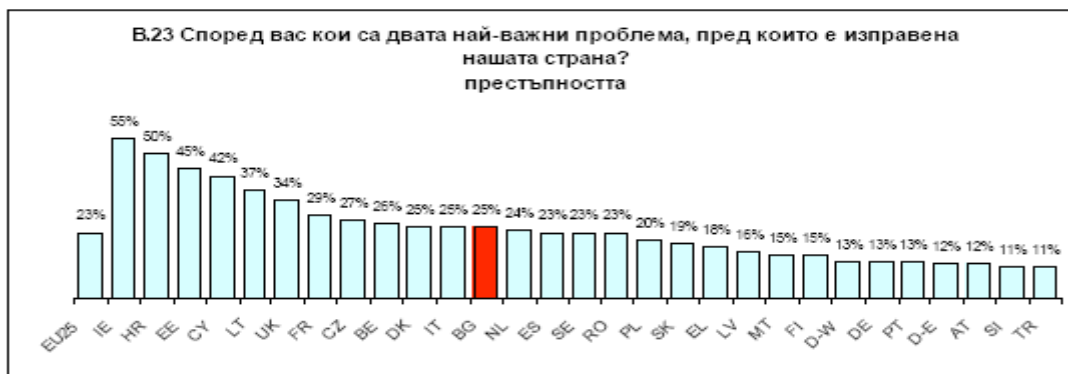


Fig. 4 : La criminalité comme problème majeur

Source : Eurobaromètre 66, Rapport national sur la Bulgarie, automne 2006

L'inquiétude que provoque cette criminalité est accompagnée d'une méfiance de la capacité de l'Etat à lutter contre ce problème. Ainsi, à peine 15% ont déclaré avoir confiance en la justice nationale, alors que 70% se sont déclarés méfiants, ce qui est le taux le plus élevé à l'UE.

Фиг. 31 Доверие в правосъдието и в съдебната система

Avez vous confiance en les institutions suivantes: la justice, le système judiciaire

В.6.8 За всяка от следните институции, моля кажете дали сте склонни или не сте склонни да ѝ се доверите: правосъдието, съдебната система

j'ai plutôt confiance je n'ai plutôt pas confiance je ne sais pas

■ склонен съм да се доверя ■ склонен съм да не се доверя □ не знам

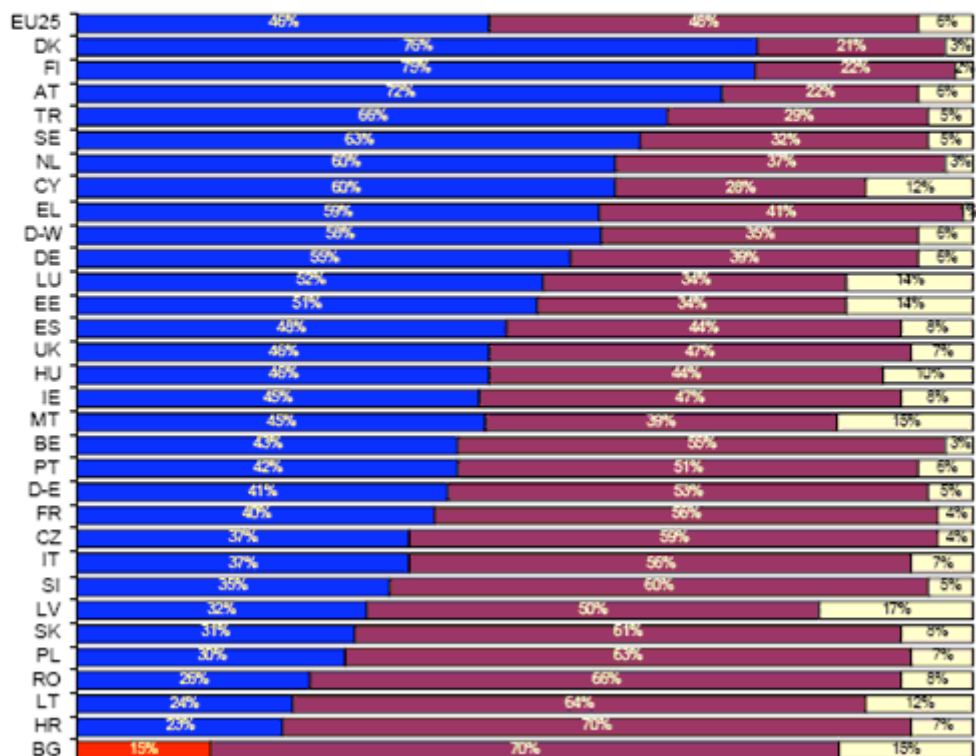


Fig. 5 : Confiance en la justice et le système judiciaire

Source : Eurobaromètre 66, Rapport national sur la Bulgarie, automne 2006

Cette perception d'impunité des criminels provoque un sentiment d'insécurité. Toutefois, le Centre d'études de la démocratie (CSD) qui se réfère à des témoignages de victimes de la criminalité, confirme la statistique policière d'une tendance à la réduction de ce phénomène. Le CSD a constaté que « la criminalité en 2004 a diminué de 40,5% par rapport à 2001 jusqu'à un niveau relativement bas pour l'Europe. Cependant la perception des gens diffère de la réalité. A peine 9,3% des interrogés ont estimé que la criminalité est en baisse, 40% déclarant qu'elle est en hausse » (Figure 6).

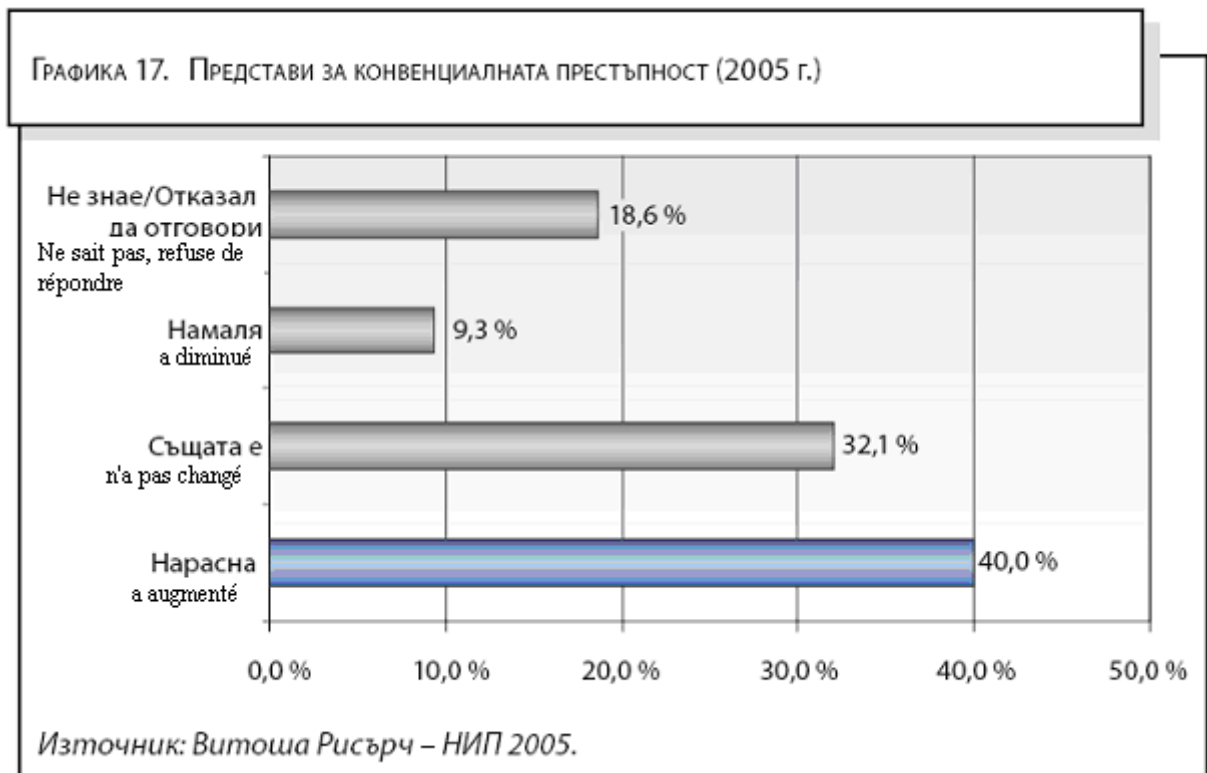


Fig. 6 : Perception de la criminalité conventionnelle (2005)

Source : « Tendances de la criminalité en Bulgarie 2000-2005 », sondage de Vitosha Research pour le Centre d'Etude de la Démocratie

Le CSD a également enregistré une baisse de 18% du nombre des victimes de la criminalité en 2005 par rapport à 2004. Toutefois « *l'opinion publique continue à croire que la criminalité ne cesse d'augmenter et ce phénomène n'est pas que bulgare, il existe aussi à l'UE* », indique le chercheur du CSD Tihomir Bezlov. Ce décalage entre les faits et la perception de la criminalité peut s'expliquer par une méfiance de l'opinion envers les statistiques officielles et par la sensibilité élevée à l'égard de cas flagrants commentés par les médias. Ce sont les assassinats spectaculaires sur des lieux publics d'hommes d'affaires douteux et de trafiquants de drogue, 155 entre 2000 et 2005, selon le ministère de l'Intérieur, qui traumatisent les Bulgares et provoquent une perception d'insécurité élevée, note M. Bezlov. Ces assassinats ont été fortement réduits en 2006 en résultat des mesures prises par le gouvernement en réponse aux critiques de la Commission européenne. (C'est le gouvernement qui est critiqué par l'UE ou c'est les mesures prises qui sont critiquées ???)

Cette peur de la criminalité est à l'origine d'une tendance de soutien de «la main forte» par l'opinion publique à la recherche d'une solution. Neuf Bulgares sur dix trouvent que la société est trop tolérante à l'égard de la criminalité, deux tiers des interrogés réclament

plus de justice, même si cela nécessite une restriction des libertés, selon le dernier sondage Eurobaromètre effectué en octobre . Un sondage du NCIOM datant de janvier 2006 indique aussi que 46% des Bulgares sont d'accord de voir limités leurs droits civils au nom d'une sécurité plus élevée dans leur vie quotidienne. Les Bulgares sont parmi les Européens qui se déclarent pour des mesures intransigeantes contre la criminalité, trouvant la société actuellement trop indulgente (figure 7).

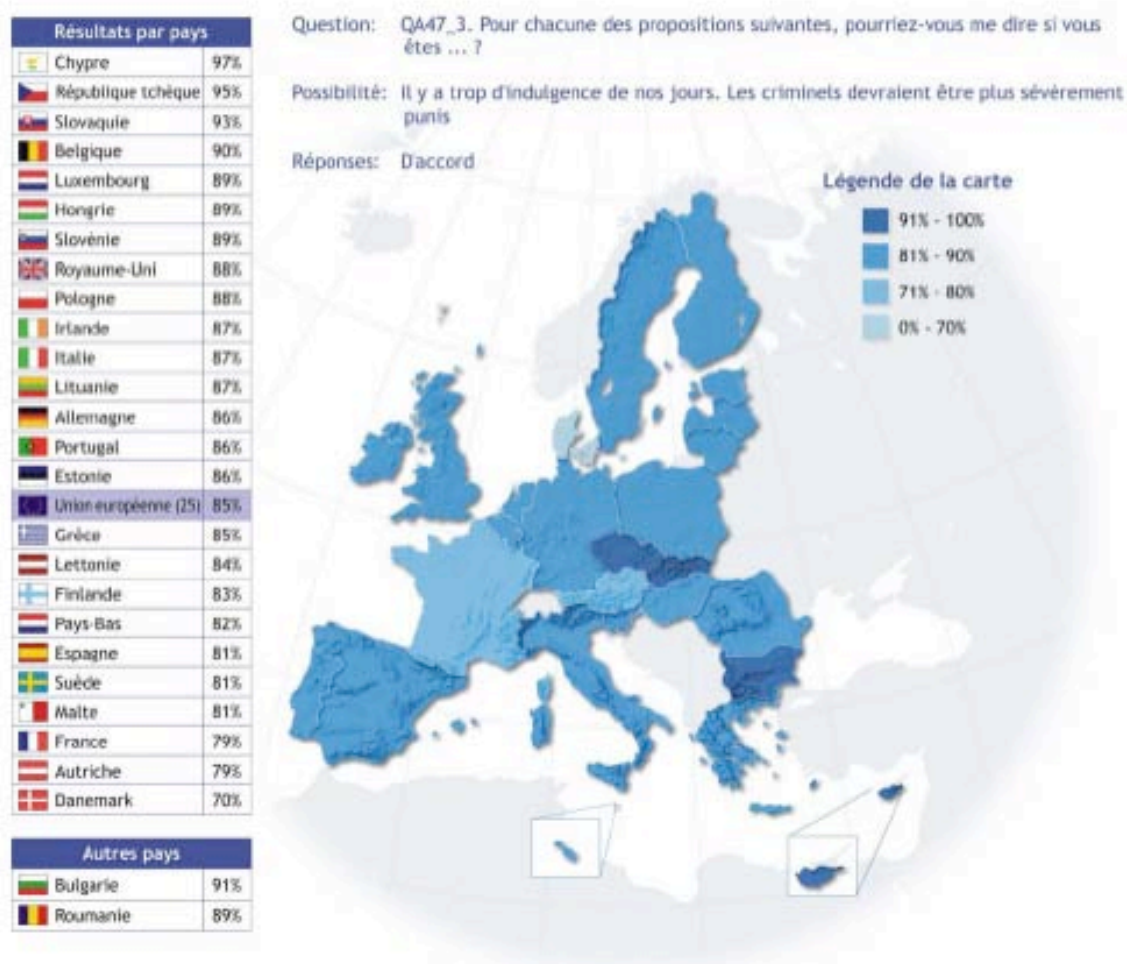


Fig 7 : Sévérité de la justice

Source : Eurobaromètre 66, Premiers résultats, décembre 2006

Cette « main forte » était longtemps incarnée par la personnalité de Boïko Borissov, haut responsable du ministère de l'Intérieur de 2001 à 2005 qui était immanquablement et continue d'être l'homme le plus populaire de Bulgarie, selon tous les sondages (taux de popularité de 71% en décembre 2006). Le général Borissov, se rendant sur chaque lieu de crime retentissant et expliquant aux médias les efforts et les risques encourus par la police, « inspire le sentiment de sécurité », note la présidente de MBMD Mira Yanova.

Cette attente de «la main forte» qui mettra fin à la corruption et à la criminalité se reflète sur le plan politique. Les Bulgares étant déçus par la réalité économique et sociale fortement marquée par la pauvreté, le chômage, la corruption et la criminalité, ont peu de confiance en le pouvoir politique et notamment en ses capacités de résoudre ces problèmes importants pour la vie quotidienne de la population. Ce sentiment est à l'origine d'un intérêt réduit à l'égard de la vie politique.

## II. ... s'exprime dans un désengagement à l'égard de la vie politique...

Le désengagement des Bulgares face à la vie politique résulte d'abord de leur déception de l'alternance au pouvoir pendant les années '90 de la gauche ex-communiste et de la droite anti-communiste qui n'ont pas su résoudre les problèmes. La déception du politique se traduit par la recherche d'une solution miracle en la personne de l'ex-roi Siméon II et sa coalition centriste. Elle explique également le timide développement de la société civile en tant qu'alternative et débouche finalement sur une vague nationaliste comme expression ultime du mécontentement des difficultés traversées sur la voie vers l'adhésion à l'Union Européenne.

### A. La déception de la succession au pouvoir de la gauche et la droite appelle au pouvoir l'alternative centriste, incapable de remédier à la méfiance envers les élites politiques

Jamais un parti n'a gagné deux mandats consécutifs aux élections législatives qui se sont tenues en Bulgarie depuis 1990, mais le parti socialiste (PSB) issu du parti ex-communiste et la droite anticommuniste se sont succédés au pouvoir. Déçus par le PSB qui a mené le pays au bord de l'hyperinflation en 1997, les Bulgares l'ont été également par les Forces démocratiques unies (droite conservatrice) dont le gouvernement (1997-2001) a effectué des réformes pénibles – fermeture d'entreprises, privatisations - ayant résulté en un chômage élevé.

A la recherche d'une alternative, les électeurs ont choisi une première européenne – leur ancien roi enfant Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha retourné d'exil est devenu Premier ministre, suite à une victoire écrasante (50% des sièges au parlement) en juin 2001, seulement deux mois après la création du mouvement, le MNS II. Positionné au-dessus des partis, rejetant la confrontation et appelant à l'unité nationale, l'ex-roi qui se déclarait pour une politique libérale incarnait une alternative centriste inexistante dans les années 90. Selon un sondage du NCIOM de mai 2001, le MNS II était aux yeux des Bulgares le parti qui pouvait mener la politique la plus efficace d'amélioration du niveau de vie (43,9%),

combattre le chômage (43,9%) et conduire le pays à l'UE. Dans le même sondage 59,2% se déclaraient républicains et seulement 7,9% monarchistes, il ne s'agit donc pas ici d'un désir de restauration de la monarchie, mais plutôt d'une confiance en l'engagement de l'ex-roi d'améliorer le niveau de vie, son expérience à l'étranger et ses contacts internationaux de haut niveau qui ont attiré les électeurs.

La recherche d'un leader préoccupé par les problèmes sociaux a résulté à l'élection avec 54% des suffrages exprimés, à peine quatre mois plus tard, d'un président issu du parti ex-communiste, Guéorgui Parvanov qui avait cependant souligné qu'il serait Président des tous les Bulgares et ne favoriserait aucun parti. Cette attitude a notamment permis la cohabitation réussie d'un Premier ministre ex-roi et d'un Président ex-communiste.

Si en tant que chef de gouvernement Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha a vite perdu sa grande popularité, la tendance centriste qu'il a conduite au pouvoir a subsisté. Dans un sondage du NCIOM de février 2005, à la fin de son mandat, 20,5% se déclarent centristes, 21,8% sympathisants de la gauche et 14,5% seulement sympathisants de la droite.

Le fait de s'être tournés vers le centre a rendu les Bulgares moins politisés, ces mêmes Bulgares qui tout le long des années 1990 participaient massivement à des manifestations politiques illustrant la confrontation de la gauche ex-communiste et de la droite anti-communiste ! Un sondage du NCIOM effectué en avril 2000, montre que la plupart des interrogés s'intéressent à la vie politique sans y participer, chacun cherchant une solution individuelle plutôt que de protester. 52,8% déclarent s'intéresser à la politique, mais à peine 14,3% participent à des manifestations et 8,6% sont membres d'un parti. En vue d'améliorer l'état matériel de leur famille, 50,9% optent pour un deuxième emploi et 31,7% disent qu'ils ne peuvent pas lutter pour améliorer leur niveau de vie. A peine 11,5% veulent toujours participer à une manifestation de protestation et 6,8% à une grève.

Dans un sondage d'Alpha Research de juin 2005, 83% pensent que « la plupart des hommes politiques bulgares sont incompetents et n'auraient pas dû participer au gouvernement du pays », ce qui révèle une profonde déception de toute l'élite politique. Le dernier Eurobaromètre publié en décembre 2006 confirme la méfiance des Bulgares aux institutions nationales, mais révèle un taux de confiance élevé à l'égard des institutions européennes. A peine 10% ont confiance en les partis politiques (contre 17% en moyenne pour l'UE), 21% à peine ont confiance en le gouvernement, alors que 69% s'en méfient, ce qui est un des taux les plus élevés d'Europe.

Фиг. 29 Доверие в националните правителства

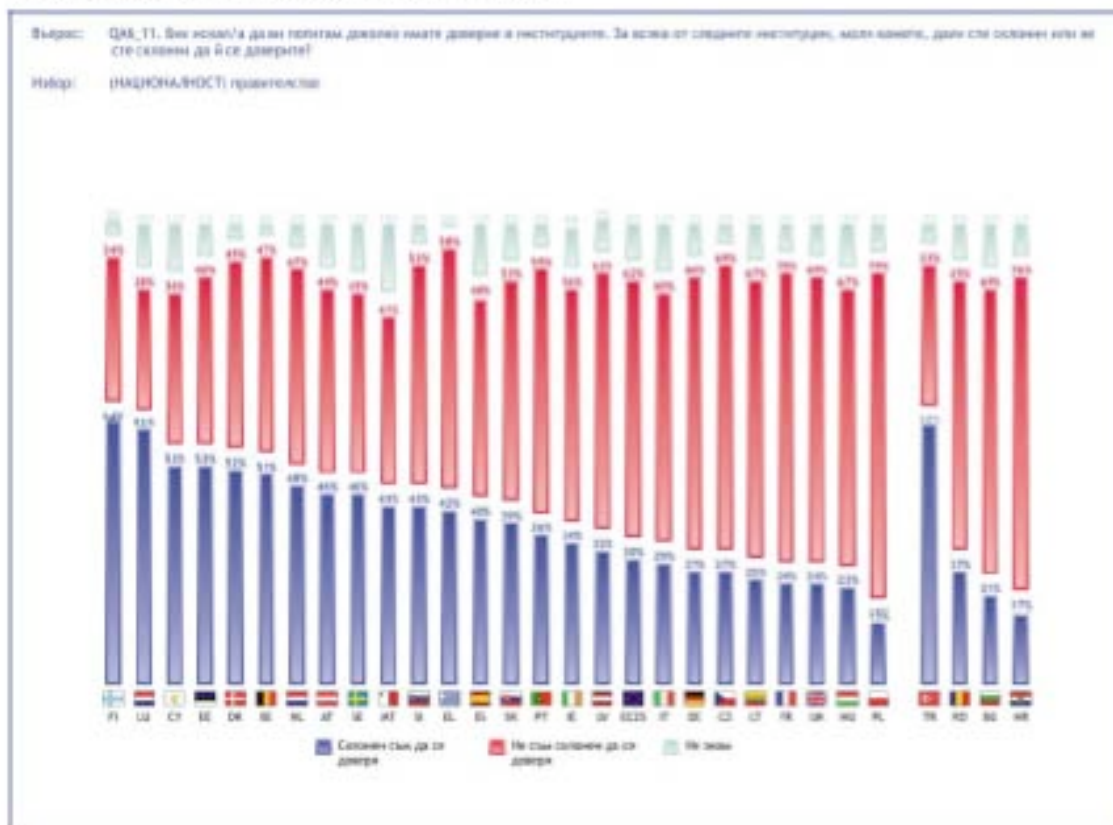


Fig. 8 : Confiance dans les gouvernements nationaux

Source : Eurobaromètre 66, Rapport national sur la Bulgarie, automne 2006

A peine 14% ont confiance en le Parlement, le taux de méfiance s'élevant à 76%, supérieur de 14 points à la moyenne de l'UE . Seul le président de la république Guéorgui Parvanov réélu en octobre 2006, jouit d'un taux de confiance élevé. Le président manque cependant de pouvoir réel et constitue une figure paternaliste qui « incarne l'unité de la nation », selon la Constitution, indique Alpha Research. Cet institut explique la méfiance et l'aliénation à l'égard des institutions par un héritage des temps communistes, ainsi que par une faiblesse institutionnelle pendant les années de la transition où s'est développée la criminalité organisée.

Déçus de l'incapacité de leurs propres institutions d'assurer la prospérité, la majorité des Bulgares s'accrochent aux institutions européennes, estimant que celles-ci sont plus efficaces et moins corrompues. 56% éprouvent de la confiance envers les institutions européennes, l'Europe symbolisant à leurs yeux le respect des règles et la prospérité, et 21% s'en méfient, ce qui est un des taux de méfiance les plus bas de l'Union (Figure 9).

Фиг. 33 Довернето на гражданите в Европейския съюз

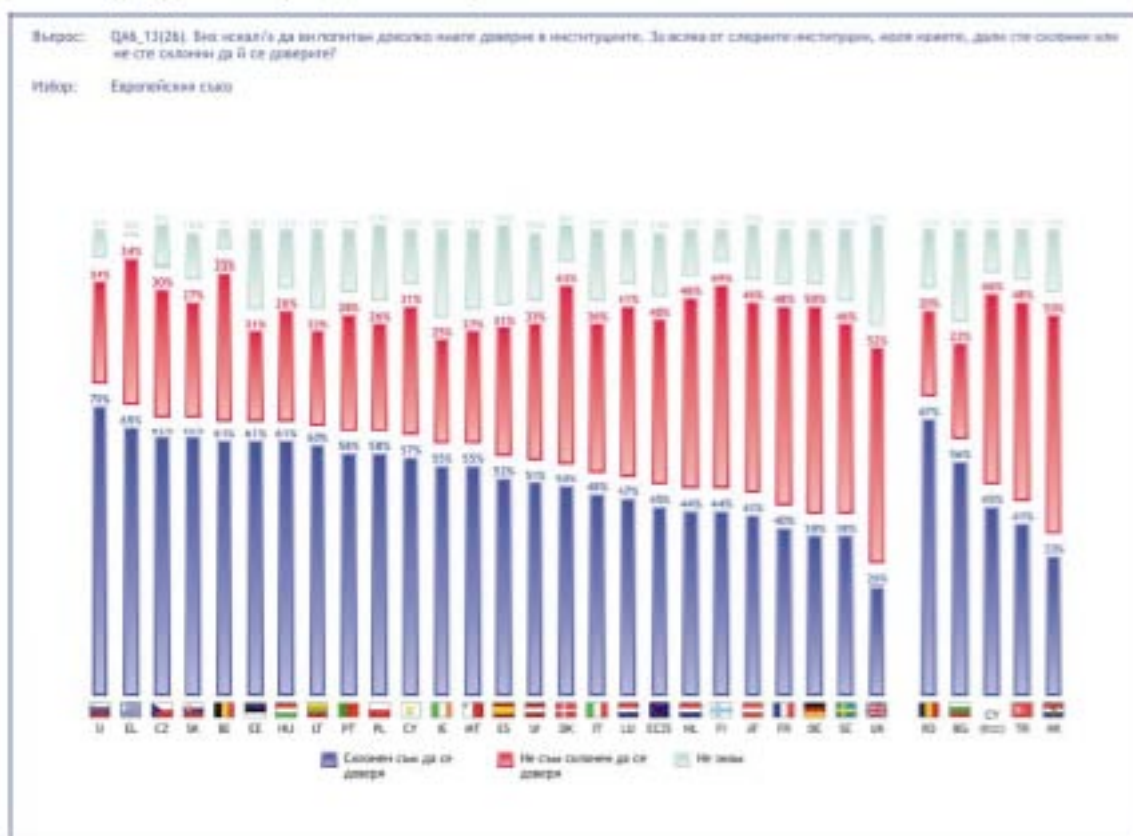


Fig. 9 : La confiance en l'Union Européenne

Source : Eurobaromètre 66, Rapport national sur la Bulgarie, automne 2006

A cette dépolitisation des Bulgares et méfiance envers les élites politiques s'ajoute une faiblesse de la société civile dans le pays car celle-ci ne s'est développée que tardivement et ne joue toujours pas le rôle qui lui est habituellement attribué dans la plupart des pays européens.

## B. Le développement tardif de la société civile

L'origine du développement tardif de la société civile peut être recherchée dans le poids de l'héritage du passé du pays, le principe de path dependency: cinq siècles de domination ottomane, principauté, puis royaume pendant 55 ans avant d'entrer dans l'orbite soviétique en 1944. La notion de régime sultanesque s'applique parfaitement à la Bulgarie. Ce pays agraire n'a réussi à former au début du 20<sup>e</sup> siècle que peu d'intelligentsia et celle-ci a été décapitée par un régime communiste des plus durs, Sofia étant l'allié le plus proche de Moscou. Aucun important mouvement de révolte ne s'est

manifesté en Bulgarie aux temps communistes, contrairement aux événements de 1956 en Hongrie, de 1968 en Tchécoslovaquie et dans les années 1980 en Pologne. Renversé du pouvoir en 1990, le parti socialiste, héritier du parti communiste, est demeuré très influent jusqu'à nos jours et le seul parti bien structuré. Il a su transformer son pouvoir politique en pouvoir économique, les plus grandes entreprises du pays étant constituées par d'anciens dignitaires ou hommes de confiance du parti communiste.

Les rares mouvements dissidents ne sont donc apparus en Bulgarie qu'à la fin des années 1980, inspirés par les activités de Solidarnosc en Pologne et par les réformes de Gorbatchev à l'URSS. Le mouvement Ecoglasnost a notamment fait pression pour résoudre un problème de pollution transfrontalière sur le Danube et le Club pour la transparence et la démocratie défendait la minorité turque contre la politique d'assimilation du régime. Dès la chute du dictateur communiste Todor Jivkov, ces ONG ont formé la principale force anticommuniste : l'Union des forces démocratiques (UFD).

Les syndicats libres ont participé aux luttes politiques au cours des années 1990 avant de se replier. Monarchiste, le leader de l'un des deux principaux syndicats, Podkrepa, Konstantin Trentchev, évitait tout mouvement de protestation contre le gouvernement de Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha. A peine un Bulgare sur dix a confiance en les syndicats de son pays, contre 4 sur 10 en moyenne dans l'UE25. 67% des Bulgares sont méfiants à l'égard des syndicats, selon l'Eurobaromètre de décembre 2006 qui montre que les Bulgares comptent le moins sur leurs syndicats parmi les 27 pays membres et futurs membres. Les deux principaux syndicats, KNSB et Podkrepa, optent depuis 2000 pour le dialogue avec le gouvernement qui négocie avec eux ses décisions sociales. Leurs leaders se sont par ailleurs lancés dans les affaires.

Interrogés par le NCIOM en novembre 2005 s'ils connaissent bien leurs droits civiques, 60,1% des Bulgares ont répondu négativement et 29,5%, soit deux fois moins, positivement. 51,6% affirmaient connaître leurs obligations de citoyen, contre 38,4% de réponses négatives. MBMD a toutefois constaté une hausse des connaissances des Bulgares sur le rôle et les activités des ONG, 52% en 2000, 61% en 2001, 64% en 2002 et 68% en 2003. 46% des interrogés en 2003 avaient une attitude positive à l'égard des ONG.

Un rapport de Freedom House sur la Bulgarie datant de 2006, fait état d'un lent progrès de la société civile dont l'index a passé de 4 en 1997 à 2,75 en 2006 sur l'échelle de 1 à 7 où 7 correspond à une absence totale de société civile (Figure 10).

## Civil Society

1997	1998	1999	2001	2002	2003	2004	2005	2006
4.00	3.75	3.75	3.50	3.25	3.25	3.00	2.75	2.75

Fig. 10 : Société civile

Source : Centre for liberal strategies / Freedom House

Le rapport note l'existence de 4145 organisations de bénéfice public en Bulgarie traitant notamment les droits de l'Homme, des problèmes des minorités, de la santé, de l'éducation, des problèmes des femmes, de l'environnement, de la science, de la culture, des technologies d'information, de la religion, des sports et de l'économie. « *Les ONG ont été créées à l'initiative des donateurs (étrangers) et pas des citoyens bulgares ... Leur principal défaut est l'incapacité d'impliquer la communauté à la prise de décisions ... Ainsi la participation des citoyens à la société civile est réduite au rôle de bénéficiaire passif* », indique le rapport. Une commission parlementaire permanente sur les problèmes de la société civile a été créée en 2001. Des ONG sont consultées à l'élaboration de lois et de décisions gouvernementales « *le plus souvent dans l'objectif opportuniste de recevoir des ressources de donateurs internationaux* », indique le rapport.

Cependant les ONG bulgares se multiplient et leurs activités recouvrent des domaines de plus en plus large. Parmi les plus connues et efficaces on retrouve le Bulgarian Helsinki Committee, très actif dans la défense des minorités. Il a sonné l'alarme sur les conditions dégradantes dans les prisons et travaille pour l'amélioration des conditions dans les hôpitaux psychiatriques et dans les orphelinats. Les organisations Animus et Nadia luttent pour la prévention du trafic d'êtres humains et pour défendre et réintégrer ses victimes. La Coalition 2000 est une coalition d'ONG créée en 1997 pour combattre la corruption. Les études régulières du Centre d'étude de la démocratie, qui en fait partie, ont sensibilisé l'opinion publique et les institutions à l'égard des mécanismes de la corruption. A titre d'exemple nous pouvons citer un rapport sur la contrebande, publié en 2004 qui a résulté en un resserrement du contrôle sur les douanes et en un licenciement de douaniers corrompus. Parmi les organisations politiques, le Club atlantique, fondé en 1990, a regroupé des personnalités politiques et autres dans le but de faire adhérer l'opinion publique aux valeurs de l'Otan. Le Bulgarian Media Coalition participe à l'élaboration de la législation sur les médias et défend les droits des journalistes. La fédération de protection des consommateurs devient de plus en plus sollicitée. Alors que des détournements de fonds importants ont été révélés à la compagnie de chauffage de Sofia, cette fédération a

organisé une plainte collective à la justice. La société civile se manifeste dernièrement dans une campagne de solidarité avec cinq infirmières bulgares et un médecin palestinien condamnés à mort en Libye. Le spectre élargi des activités de toutes ces organisations témoigne de la volonté de remédier aux problèmes de la société.

La population étant déçue des résultats des efforts des gouvernements successifs, le développement de ces ONG témoigne encore du manque de confiance des Bulgares en leurs dirigeants et d'une recherche de solutions ailleurs. C'est pour la même raison qu'une vague populiste se développe en Bulgarie au cours des dernières années.

### C. La montée du populisme

« *Le déficit de confiance envers les partis traditionnels et les institutions d'Etat* », selon Alpha Research, « *l'élargissement du fossé entre l'opinion et la politique* » selon François Frison-Roche est à l'origine du succès du populisme et particulièrement du parti ultra-nationaliste Ataka fondé à quelques semaines des élections législatives de juin 2005. Pour le politologue Ivan Krastev « *l'aboutissement de la transition vers une économie du marché est marqué par une vague populiste antilibérale nourrie par les groupes sociaux marginalisés* ». Ainsi le système politique est divisé entre les contents et les mécontents de la transition. Dans ce sens la montée du populisme en Bulgarie est comparable à celle dans d'autres pays ex-communistes comme la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, indique-t-il.

Les premiers indices de la vague de populisme en Bulgarie se sont manifestés aux élections municipales de 2003 où un nombre inhabituel de personnalités connues localement et n'appartenant à aucun parti ont gagné, note Boriana Dimitrova. Aux législatives de 2005 Ataka a remporté 8,75% des suffrages exprimés, faisant entrer pour la première fois au Parlement 21 députés. A l'élection présidentielle d'octobre 2006 son leader Volen Sidérov est parvenu au ballottage, remportant 21,5% au premier tour et 24,1% au second tour. « *Cette formation a recueilli les voix non seulement des xénophobes, nationalistes et anti-globalistes qui sont peu nombreux en Bulgarie, mais aussi celles de tous les Bulgares mécontents de l'incapacité de la classe dirigeante et des institutions de garantir l'ordre et le respect des règles* », explique l'institut Alpha Research. Par ailleurs l'électorat du parti ex-communiste, déçu par l'évolution du PSB dans le sens de la social-démocratie, s'est tourné vers Ataka. Ces électeurs qui avaient été éduqués aux temps communistes à haïr l'Otan et l'Occident « impérialiste », n'ont pas pu avaler l'idée d'adhésion à l'Otan et d'installation de bases américaines en Bulgarie. Le soutien d'Ataka est également l'expression de préjugés profondément enracinés à l'égard de la minorité

tzigane plongée dans la pauvreté que beaucoup de Bulgares tiennent responsable de la criminalité. Dans un sondage du NCIOM de juillet 2006, 45,6% des interrogés disent que « *les Roms sont très dangereux pour leur sécurité* » et 33,6% évoquent ce « *danger dans un certain degré* ». Des familles bulgares pauvres s'indignent par ailleurs du fait que les quartiers tziganes puissent ne pas payer les factures de l'électricité et de l'eau sans en être sanctionnés. Ainsi, 84% des interrogés par Alpha Research après les élections de 2005 estiment que les Roms n'accomplissent pas leurs obligations de citoyens et que l'Etat ne les en tient pas pour responsables.

Ataka traduit également les inquiétudes nationalistes qu'éveille le pouvoir important accumulé par le parti de la minorité turque MDL dans des régions à forte minorité musulmane. Il faut rappeler que dans les temps communistes le pouvoir brandissait l'épouvantail d'un danger d'annexe de territoires bulgares à la Turquie avec l'aide de la forte minorité turque, notamment dans le sud du pays. Ainsi, 48% des interrogés par Alpha Research en juin 2005 sont pour une dissolution de partis ethniques comme le MDL, 39% ne partageant pas cet avis. Le vote pour Ataka, notamment à l'élection présidentielle, est également une expression du ras-le-bol de la corruption à laquelle sont souvent identifiés dans la presse les leaders de la minorité turque.

Le succès électoral d'Ataka a provoqué, à la veille de l'adhésion à l'UE, un débat sur le nationalisme moderne dans le sens de la protection de l'héritage culturel et de la défense des intérêts nationaux dans un monde globalisé. Les déclarations extrémistes de M. Sidérov ont cependant vite déçu une partie de ses sympathisants qui se sont tournés vers le parti nouvellement formé du général Boïko Borissov, GERB lequel s'inscrit dans la même logique antiparti. Profitant de sa popularité acquise lors de son travail au ministère de l'Intérieur où il était identifié à l'idée d'une « main forte », M. Borissov a facilement gagné une élection partielle de maire de Sofia en 2005. Il a créé en novembre 2006, avec le soutien des maires de tout le pays, le parti GERB « Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie » devenu immédiatement la deuxième force politique du pays. Un sondage du NCIOM publié le 30 décembre montre qu'il recueille entre 13% et 15% du soutien des électeurs, après le PSB, 24-26%, et suivi d'Ataka et du MDL avec 7 à 9% chacun. GERB attire des sympathies grâce à ses critiques du gouvernement et à ses intentions déclarées de combattre la criminalité, selon l'analyse du NCIOM. Boïko Borissov est toujours l'homme le plus populaire de Bulgarie (71%), même devant le président réélu Guéorgui Parvanov (70%). Le politologue Andreï Raïtchev de la filiale bulgare de Gallup s'est cependant interrogé sur « *la politique de ce parti qui n'est incarné que par un seul homme qui ne fait que critiquer* ». Un sondage de MBMD effectué début janvier 2007 sur les élections de députés européens qui se tiendront en mai, indique aussi que le GERB

(15,1% et 5 députés) arrivera en deuxième position après le parti socialiste au pouvoir (22,6% et 7 députés) et devant Ataka (8,4% et 3 députés).

Si les raisons pour l'émergence et la perdurance du populisme ces dernières années sont nombreuses, ce phénomène illustre la déception des Bulgares des institutions nationales. Ils ont par contre confiance dans les structures internationales auxquelles leur pays a adhéré et dont le fonctionnement leur paraît beaucoup plus efficace.

### **III. ...et retrouve l'espoir dans la perspective d'adhésion aux structures euro-atlantiques.**

L'opinion publique bulgare, désillusionnée par la réalité politique et économique, dirige un regard plein d'espoir vers les organisations euro-atlantiques qui sont perçues comme la solution à tous leurs problèmes. Si cet enthousiasme se construit graduellement en ce qui concerne l'OTAN, la perspective de l'intégration à l'UE a vivement inspiré les Bulgares durant tout le processus d'adhésion. Ce n'est qu'au rapprochement du 1<sup>er</sup> Janvier 2007 qu'ils ont adopté une attitude plus réaliste et ont commencé à désapprouver certaines règles imposées par l'UE.

#### **A. L'acceptation graduelle de l'adhésion à l'OTAN**

Après la dissolution du pacte de Varsovie en 1991, l'opinion publique a traversé un chemin difficile pour accepter l'adhésion à l'OTAN, l'Alliance atlantique ayant été présentée comme « ennemi de la paix » et « arme de l'impérialisme » tout le long de l'époque communiste. L'idée qui semblait hérétique a été lancée au parlement dès 1990 par le député conservateur Solomon Passi devenu en 2001 le ministre des Affaires étrangères avec lequel la Bulgarie a effectivement adhéré à l'Otan en 2004. Il a constitué le Club atlantique, une ONG regroupant des personnalités politiques, qui devait gagner l'opinion publique pour la cause de l'OTAN. C'est toujours une des ONG les plus actives de Bulgarie qui organise des conférences sur les problèmes de l'armement et la réforme de l'armée, et sur les principaux problèmes de sécurité internationale avec la participation de ministres des Affaires étrangères, de présidents et de hauts responsables de l'Otan en visite en Bulgarie. Dans un sondage du NCIOM de mai 1992 45,7% des Bulgares estimaient déjà que l'OTAN avait amélioré son attitude à l'égard de la Bulgarie et 54,1% que la Bulgarie avait amélioré son attitude à l'égard de l'OTAN. Interrogés sur la « force politico-militaire qui peut dans la plus grande mesure garantir la sécurité de la Bulgarie, 31,8% désignaient cependant l'UE et seulement 11,3% l'OTAN.

La confiance à l'Alliance atlantique augmentait progressivement au cours des années, plus de Bulgares commençant à comprendre le rôle de l'OTAN pour la sécurité internationale. En décembre 1993, 46,9% approuvaient la politique du gouvernement d'adhésion à l'OTAN, alors que deux fois moins, 20,9%, y étaient opposés. En mars 2000 57,2% estimaient déjà que la Bulgarie devait devenir membre de l'Otan et 23,5% y étaient opposés. Cette hausse de l'approbation s'explique par le changement d'attitude en 1997 des leaders réformateurs du parti socialiste, en faveur de l'Alliance, malgré une forte opposition au sein de ce parti qui tenait compte des réticences de Moscou. Par ailleurs la grande popularité du président Petar Stoïanov qui qualifiait l'adhésion à l'OTAN de « *choix de civilisation* », c'est à dire choisir les valeurs occidentales au lieu de tourner dans l'orbite de la Russie, a gagné des sympathisants à l'idée de l'adhésion, selon la directrice du NCIOM, Lidia Yordanova.

Dans un sondage en octobre 2002, à la veille du sommet de Prague de l'OTAN où la Bulgarie devait être invitée à adhérer à l'Alliance atlantique, 61,2% étaient déjà favorables à l'adhésion contre 21,9%. Dans un autre sondage en novembre 2002, 34% espéraient que l'OTAN garantisse la sécurité et la stabilité de la Bulgarie et 14% qu'elle contribue à une amélioration du niveau de vie. 10% craignaient cependant que la Bulgarie ne soit obligée à participer à des opérations militaires à l'étranger. À la veille de l'adhésion à l'Alliance atlantique, un sondage du NCIOM effectué en mars 2004 indique que l'opinion publique a définitivement été gagnée pour une entrée dans l'Otan, 69,3% y étant favorables, et seulement 15,9% y étant opposés.

Ce revirement de l'opinion publique par rapport au début des années '90 témoigne d'une recherche de point de repère dans les structures internationales pour succomber au manque de confiance envers les institutions nationales. L'enthousiasme dont les Bulgares font preuve face à l'UE est dû à des causes similaires.

## B. Enthousiasme des perspectives offertes par l'UE

Si l'opinion publique devait subir une évolution pour accepter l'adhésion à l'OTAN, elle a toujours été en faveur de l'entrée dans l'Union Européenne. Dans un sondage du NCIOM de mai 1992 31,8% estimaient que l'UE peut garantir dans la plus grande mesure la sécurité de la Bulgarie, à peine 11,3 des réponses revenant à l'OTAN et 5% aux Etats-Unis. Interrogés par le même institut en mars 2000 sur la question de savoir si leur pays

doit entrer dans l'UE, 76,8% des Bulgares donnent une réponse positive et seulement 8,2% une réponse négative. Le taux des réponses favorables à une adhésion à l'UE reste élevé en permanence : 79,5% en mars 2002, 79,7% en mars 2004, 72,3% en octobre 2006. Cependant 48,2% reconnaissent que la Bulgarie n'est pas prête à adhérer à l'UE contre 36,9% qui partagent le jugement opposé. Tout de même une majorité, 49,9% souhaite que le pays entre dans l'UE au 1<sup>er</sup> janvier 2007, même si des clauses de sauvegarde doivent être imposées, 29,2% ne partageant pas cet avis.

Dans un dernier sondage du NCIOM effectué à la veille de l'adhésion, en décembre 2006, un quart des Bulgares ont affirmé ne rien craindre qui soit lié à l'adhésion européenne. Leurs espoirs portaient sur la liberté de séjour en Europe, les chances de trouver un emploi et de faire des études, et sur l'application des règles européennes pour imposer un contrôle plus strict sur les contrats de travail, l'ordre et la sécurité, la santé publique et l'éducation.

La Bulgarie et la Roumanie seront parmi les membres les plus enthousiastes de l'UE, selon le dernier sondage Eurobaromètre de la Commission européenne publié en décembre 2006. Les Bulgares soutiennent l'adhésion de leur pays par une majorité écrasante, 85%, en hausse d'un point en un an, et seulement 4% se déclarent contre, selon ce sondage.

Фиг. 2 Подкрепа за българското членство в ЕС сред българите



Fig. 11 : Soutien de l'adhésion à l'Union Européenne parmi les bulgares

Source : Eurobaromètre 66, Rapport national sur la Bulgarie, automne 2006

A la veille de l'adhésion 63% des Bulgares estiment que leur pays bénéficiera de l'adhésion. Plus de 76% ont une opinion très positive de l'état de l'économie européenne, sept sur dix Bulgares pensent que l'adhésion profitera aussi à leur économie.

Après les Irlandais et les Roumains, c'est auprès des Bulgares que l'UE a la meilleure image.

Ceci s'explique par un espoir de voir leur situation s'améliorer, une fois que l'économie et les institutions d'Etat seront soumises aux règles européennes. Selon le directeur de l'institut Mediana, Kolio Kolev, « *les Bulgares ont des idées déformées de l'Occident qu'ils imaginent comme un paradis sur terre et un royaume de l'égalité et de la richesse.*»

Parmi tous les interrogés par Eurobaromètre les Bulgares se sont déclarés les plus intéressés aux affaires européennes (30%), devant le Danemark (29%) et l'Italie (27%) et 11 points au-dessus de la moyenne européenne. Les Bulgares sont également parmi ceux qui soutiennent de la façon la plus catégorique le futur développement de l'Union politique européenne (72%), soit 18 points au-dessus de la moyenne de l'UE25 (54%). 67% soutiennent la Constitution. Il s'agit toutefois, comme l'explique l'institut Gallup, d'« *un soutien plutôt émotionnel que rationnel : ceux qui affirment connaître le fonctionnement de l'UE représentent 35% de la population, alors que 44% reconnaissent ne pas en avoir connaissance* ».

A leur entrée dans l'UE, les Bulgares se sentent Européens plus que jamais et se déclarent fiers de leur appartenance européenne, indique Gallup. 52% (autant qu'en Lettonie et en Chypre) disent notamment qu'ils sont non seulement Bulgares, mais aussi Européens. Deux tiers des Bulgares croient que les pays membres de l'UE sont rapprochés par des valeurs partagées, ce qui témoigne d'une attitude enthousiaste à l'égard d'un avenir dont ils savent peu. Moins de la moitié des ressortissants de l'UE25 partagent ce point de vue.

Les Bulgares comme les Roumains sont aussi parmi les nations les plus favorables à de nouveaux élargissements de l'UE (67%), de 21 points au-dessus de la moyenne de l'UE. Cette attitude s'explique par l'incertitude qui a accompagné le processus d'adhésion des deux pays dont les citoyens sont capables de comprendre les difficultés des autres candidats et l'importance pour leur avenir d'une entrée dans l'UE

Toutes les données citées montrent que les Bulgares vénèrent l'UE sur laquelle ils comptent pour la solution ultime de leurs problèmes. Leur attitude est due à une perception plutôt romantique et abstraite de l'Union, mais une fois confrontés aux règles qui accompagnent nécessairement l'adhésion, leur enthousiasme est atténué.

### C. Le conflit entre rêve et réalité : l'apparition de l'euroscpticisme

A l'approche de l'adhésion à l'UE des craintes et des doutes commencent à se faire sentir à cause notamment du décalage important entre le niveau de vie à l'UE et en Bulgarie, d'une menace de hausse des prix et de faillite de petites entreprises bulgares inadaptées aux exigences européennes.

Le taux de soutien très élevé enregistré par le NCIOM baisse légèrement à l'approche du 1<sup>er</sup> janvier 2007 : 79,7% en mars 2004, mais 72,3% en octobre 2006. Les attentes restent également élevées, mais s'atténuent avec l'accumulation de plus d'information sur les droits des nouveaux membres de l'Union. Les Bulgares s'attendent notamment à « *travailler beaucoup plus, mais recevoir plus d'argent* » : 61,6% en mars 2003, mais 55,3% en mai 2004 et à « *travailler où ils veulent* » : 44,4% en mars 2003 mais 42,9% en mai 2004. Les avantages sont plus nombreux que les désavantages d'une adhésion à l'UE, estiment 50,3% contre 27,1% en octobre 2005, mais ce rapport est réduit à 46,7% contre 34% en mars 2006.

Par ailleurs un nombre de préjugés d'une menace étrangère demeurent, exploités par les formations populistes. Selon le sociologue Stanislav Stoïanov d'Alpha Research « *l'approbation à l'intégration du pays à l'UE, n'est que la couche supérieure déclarative de l'opinion publique, sous laquelle somnolent des manifestations d'un provincialisme profond. Le préjugé le plus révélateur est celui d'un complot mondial contre la Bulgarie* ». Dans un sondage d'Alpha Research effectué après les élections de juin 2005 marquées par l'entrée d'Ataka au Parlement, 55% déclaraient que les grands pays ont intérêt à ce que la Bulgarie demeure un pays pauvre et sous-développé, 33% ne partageant pas ce préjugé. Pour 68% les étrangers ne doivent pas avoir le droit d'acheter de la terre en Bulgarie, à peine 20% n'y voient aucun mal. 85% trouvent normal que les milieux d'affaires bulgares soient privilégiés face aux candidats étrangers dans un appel d'offre, seulement 6% ne partagent pas cet avis. 65% des interrogés par Alpha Research en juin 2005 estimaient que les intérêts bulgares n'étaient pas défendus dans les négociations d'adhésion à l'UE. 53% insistaient même que le gouvernement réexamine des chapitres du traité d'adhésion, même si celle-ci devait être retardée, 30% ne partageaient pas ce point de vue.

Le réexamen devrait porter notamment sur la fermeture le 31 décembre 2006 de deux réacteurs de la centrale nucléaire de Kozlodouï largement modernisés que l'UE trouve toujours de conception obsolète. Tous les gouvernements bulgares depuis 1997 promettaient de « sauver » ces réacteurs, affirmant que la pression de la Commission européenne était « injuste ». Dans le sondage d'Alpha Research de juin 2005, 75% estimaient qu'il ne fallait pas fermer de réacteurs de Kozlodouï malgré l'engagement pris auprès de l'UE, à peine 20% se déclarant pour le respect de cet engagement. « *La principale cause d'eurosepticisme est la fermeture partielle de la centrale nucléaire de Kozlodouï* » qui a été conçue comme une atteinte à la dignité nationale, selon Andreï Raïtchev, directeur de la filiale bulgare de Gallup. Contrairement à d'autres peuples européens hostiles à l'énergie nucléaire, les Bulgares veulent voir fonctionner ces réacteurs fournissant de l'énergie à bon marché grâce auxquels leur pays était le principal

exportateur d'énergie dans les Balkans. Ils ont surtout été choqués par la perspective d'une hausse du prix de l'électricité.

Une peur de hausse de tous les prix à l'adhésion à l'UE, malgré les assurances du gouvernement qu'il n'y en avait aucune raison, a provoqué une augmentation de 30% des achats fin décembre 2006 par rapport à décembre 2005. Des produits alimentaires durables et des appareils électroménagers étaient les plus sollicités.

Par ailleurs, une mauvaise préparation de l'administration aux nouvelles règles découlant de l'adhésion a créé le chaos, provoquant une certaine déception aux premiers jours de 2007. L'administration bulgare semblait surprise par l'adhésion, les entreprises et les citoyens rencontrant des difficultés à se faire préciser les nouvelles exigences.

Mais c'est surtout l'imposition de l'eau de vie fabriquée dans les villages qui a éveillé des protestations dans tout le pays largement présentées dans la presse. D'autre part des manifestations de protestation de propriétaires de terrains contre le projet Natura 2000 de l'UE qui prévoit une interdiction de la construction dans des zones protégées afin de préserver la flore et la faune, ont eu lieu dans les premières semaines de janvier à Razlog, près de la station de ski de Bansko dans le mont de Pirin.

Elena Darieva, chercheur du NCIOM explique que si tous ces éléments donnent naissance à des réticences même si peu importantes à l'égard de l'UE, il est encore tôt pour parler d'un vrai euroscepticisme en Bulgarie, il s'agit pour le moment seulement de craintes dues à une inexpérience.

\* \* \*

Nous avons vu que l'opinion publique en Bulgarie dont les attitudes sont régulièrement mesurées depuis la fin du communisme par les instituts de sondage est marquée par un mécontentement général et durable de l'état de l'économie et du niveau de vie. Malgré les progrès incontestables que le pays a réalisés qui se traduisent par la stabilisation des indices macroéconomiques, l'opinion ne perçoit presque pas de réduction du poids de la pauvreté et du chômage dans son quotidien. Les sondages révèlent également une exaspération de la criminalité et de la corruption, problèmes persistants. Cette déception de la réalité socio-économique se manifeste par une méfiance à l'égard des institutions nationales et des partis politiques. Elle s'est fortement exprimée au début des années 2000 dans la recherche d'un nouveau joueur sur la scène politique, l'ex-roi Siméon II, auquel un espoir trop élevé avait été accordé et dont la déception a été aussi bien rapide. La déception des Bulgares de la classe politique a mené à un éveil timide de la société civile qui n'a jamais eu de poids véritable dans le pays. C'est cependant dans la vague massive de soutien au populisme que la déception s'est le plus largement exprimée,

allant d'abord à l'extrême avec le parti Ataka avant de se refouler sur un populisme plus modéré, mais incarnant la « main forte » par la figure du général Boiko Borissov. Ce sont cependant les institutions étrangères et particulièrement celles de l'UE qui inspirent la plus grande confiance aux Bulgares. Elles sont plutôt perçues comme une abstraction mais à laquelle un énorme espoir est accordé pour établir l'ordre et apporter la prospérité. Ainsi une petite déception était inévitable à la rencontre entre rêve et réalité, et cela dès l'adhésion. On ne peut cependant pas parler d'un euro-scepticisme à présent, mais cette vision de l'opinion publique se développera peut être à l'avenir.

L'opinion publique aura encore plus d'importance dans les années à venir, une fois que la Bulgarie qui a tourné la page de la transition, adoptera entièrement son rôle de membre de l'UE. L'opinion publique découvrira peut être l'optimisme avec la montée inévitable du niveau de vie, alors que l'adhésion à l'Union européenne créera de meilleures conditions pour le développement d'une réelle société civile dans le pays. L'opinion publique bulgare évoluera nécessairement car elle pèsera désormais non seulement au niveau national, mais aussi comme une partie intégrante de l'opinion publique européenne.

## Bibliographie

### *Publications des instituts de sondages :*

- ⇒ « Bulgaria », Sondage de MBMD sur les ONG, MBMD,  
[http://www.usaid.gov/locations/europe\\_eurasia/dem\\_gov/ngoindex/2002/bulgaria.pdf](http://www.usaid.gov/locations/europe_eurasia/dem_gov/ngoindex/2002/bulgaria.pdf)
- ⇒ « Eurobaromètre 66, Premiers résultats », L'opinion publique dans l'Union européenne, automne 2006,  
[http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/eb/eb66/eb66\\_highlights\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb66/eb66_highlights_en.pdf)
- ⇒ « Eurobaromètre 66, Rapport national sur la Bulgarie », L'opinion publique dans l'Union européenne, automne 2006,  
[http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/eb/eb66/eb66\\_bg\\_nat.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb66/eb66_bg_nat.pdf)
- ⇒ "Les gens s'attendent à s'enrichir en Europe", Sondage de l'institut AFIS, [www.afis.bg](http://www.afis.bg)
- ⇒ *L'opinion publique en 2005*, publication annuelle de l'institut de sondage Alpha Research, Sofia, 2006
- ⇒ « Public opinion on Bulgaria's accession to the EU and European integration », Institute for Marketing and Social Surveys, MBMD, Sofia, Novembre 2004,  
<http://www.mbmdresearch.com/>
- ⇒ *Rétrospective OTAN et Union européenne de 1992 à 2006*, publication de l'institut NCIOM, Sofia, 2006
- ⇒ *Sondages de 2000 à 2005*, publication de l'institut NCIOM, Sofia, 2006

### *Rapports :*

- ⇒ « Les réformes anti-corruption en Bulgarie au seuil de l'adhésion à l'Union européenne », Centre d'étude de la démocratie, 2005, <http://www.csd.bg/files/CAR-III.pdf>
- ⇒ « Nations in Transit, Bulgaria », Centre for liberal strategies/Freedom House, 2006,  
[http://www.cls-sofia.org/uploaded/1164035227\\_bulgaria2006.pdf](http://www.cls-sofia.org/uploaded/1164035227_bulgaria2006.pdf)
- ⇒ « Tendances de la criminalité en Bulgarie de 2000 à 2005 », Vitosha Research et Centre d'étude de la démocratie, <http://vr.online.bg/fileSrc.php?id=1800>
- ⇒ « Transportation, Smuggling and Organized Crime », Center for Study of Democracy, 2004, [http://www.csd.bg/files/en\\_PULL.pdf](http://www.csd.bg/files/en_PULL.pdf)

#### Articles :

- ⇒ T. Bezlov, « Les détournements de TVA seront l'essentiel de la criminalité en 2007 », *24 tchassa*, 3.01.07
- ⇒ « En cinq ans la pauvreté a diminué de deux fois, la classe moyenne a atteint 20% », Médiapool, 17.05.06, <http://mediapool.bg/show/?storyid=99769&srcpos=3>
- ⇒ F. Frison-Roche, «Ataka, décryptage d'un radicalisme à la bulgare », *Courrier des Balkans*, 14.09.05
- ⇒ O. Mintchev, "Borissov est la face populiste du status-quo", *Douma*, 9 novembre 2006, pg. 11
- ⇒ K. Kolev, « Les optimistes ont soutenu Parvanov », *Troud*, pg. 14, 25 octobre 2006
- ⇒ I. Krastev, « L'élite ne comprends plus ce qui se passe », *Hebdomadaire Capital*, pg. 18, 27 octobre 2006
- ⇒ « La Bulgarie ferme partiellement sa centrale nucléaire pour entrer dans l'UE », AFP, 1<sup>er</sup> janvier 2007, [http://actualite.aol.fr/sciences/la-bulgarie-ferme-partiellement-sa-centrale-nucleaire-pour-entrer-dans-l-ue/118339/p-article\\_cat/article\\_titre/article\\_id/article.html](http://actualite.aol.fr/sciences/la-bulgarie-ferme-partiellement-sa-centrale-nucleaire-pour-entrer-dans-l-ue/118339/p-article_cat/article_titre/article_id/article.html)
- ⇒ K. Stoïtchev, "Chaque deuxième travailleur appartient à la classe moyenne", *24 tchassa*, 23.12.06
- ⇒ K. Stoichev, « En colère, mais pas pauvres », *24 tchassa*, pg. 13, 24.10.06
- ⇒ M. Yanova, « Borissov s'élève près du PSB par le nombre d'eurodéputés », *24 tchassa*, 11 janvier 2007
- ⇒ L. Yordanova, « La protestation sera le joueur principal à cette élection », *Séga*, pg. 12, 20 octobre 2006

#### Sites:

- ⇒ "Our mission", The Atlantic Club of Bulgaria, <http://www.natoinfo.bg/en/aboutus/mission.htm>